



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 15 novembre 2021

Chine continentale

Conjoncture ([ici](#))

Croissance : une stabilisation relative de la conjoncture économique malgré la reprise de l'épidémie

Immobilier : les prix de vente des logements dans 70 villes chinoises ont légèrement baissé en octobre

Banque et finance ([ici](#))

Marchés boursiers : lancement officiel de la Bourse de Pékin ce lundi. Après un doublement du cours des dix nouvelles actions le premier jour, celles-ci retrouvaient leur niveau de début de semaine à la clôture vendredi

Ouverture financière : la Chine autorisera les institutions étrangères à émettre des obligations à des fins de responsabilité sociale et de développement durable sur le marché interbancaire

Finance verte : 200 Mds RMB supplémentaires de refinancement pour promouvoir l'utilisation « propre » du charbon

Marché obligataire : le MoF clarifie les règles sur l'ajustement de l'utilisation des SPB pour mettre fin à des pratiques abusives dans la gestion des fonds publics

Stabilité financière : Huarong est autorisé à vendre jusqu'à 70 Mds RMB d'obligations et a conclu des accords avec cinq investisseurs stratégiques pour un financement de 42 Mds RMB

Echanges et politique commerciale ([ici](#))

Relations Chine-US : entretien vidéo entre le président Xi et le président Biden

Relations Chine-US : lettre du US-China Business Council à Yellen et Tai avant l'entretien Xi-Biden

Photovoltaïques : la justice américaine rejette la décision d'imposer des droits de douane supplémentaires sur les panneaux solaires bifaciaux

Relations Chine-US : la Maison blanche s'oppose au projet d'Intel d'investir dans des sites de production en Chine

Relations Chine-US : opposition des Etats-Unis à l'exportation de machines de puces à lithographie extrême ultraviolet en Chine

Relations Chine-Canada : les douanes canadiennes ont saisi des biens importés de Chine identifiés comme étant issus du travail forcé

Industrie et numérique ([ici](#))

Politique industrielle : le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT) publie un 14^{ème} plan quinquennal pour le secteur TIC

Semi-conducteurs : malgré sa chute boursière, Alibaba serait en passe de reprendre Tsinghua Unigroup

Gouvernance cyber : l'Administration chinoise du cyberspace (CAC) publie des mesures administratives sur la sécurité des données ainsi qu'un plan pour renforcer le contrôle idéologique du cyberspace

Electronique : Huawei envisagerait de licencier la production de ses smartphones à des entreprises tierces

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Climat : fin de la COP 26 et publication de l'accord de Glasgow

Energie : la Chine allouera 3,87 Mds de RMB de subventions aux énergies renouvelables en 2022

Energie : la NDRC publie de nouveaux seuils d'efficacité énergétique pour les industries les plus consommatrices d'énergie

Energie : hausse record des importations d'électricité de la Chine en provenance de Russie, de Corée du Nord et de Birmanie

Aéronautique : vers une nouvelle certification du Boeing 737 MAX par la Chine

Aéronautique : selon Airbus, le marché chinois aura besoin de 8 220 nouveaux appareils d'ici 2040

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Sichuan : Pernod-Ricard inaugure sa distillerie de whisky chinois, première du genre

Chongqing : Changan présente son premier modèle électrique et intelligent sous la marque Avatr

Shanghai : la zone spéciale de Lingang accélère sur l'industrie des véhicules à hydrogène et les piles à combustible

Jiangsu : Wuxi: 14^e plan quinquennal sur le développement urbain et rural de la ville

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Environnement des affaires : les contraintes sanitaires imposées par Hong Kong de plus en plus difficiles à supporter pour les entreprises et les communautés expatriées et fort impact sur Cathay Pacific

Place financière : un projet de réglementation pourrait imposer à certaines sociétés chinoises désirant se coter à Hong Kong de se soumettre préalablement à un audit de cybersécurité

Place financière : le gouvernement hongkongais émet pour la première fois une obligation verte libellée en euros

Emploi : le taux de chômage recule de nouveau en octobre, atteignant 4,3%

Exportations françaises vers Hong Kong : hausse de 7% au cours des 9 premiers mois 2021, atteignant 3,8 Mds EUR

Finance verte : la HKMA et le pôle innovation de la BIS concluent le projet Genesis, aboutissant au développement de deux prototypes de plateformes digitales permettant l'émission d'obligations vertes « tokenisées »

Macao

Discours de politique générale 2022 : le chef de l'exécutif de Macao a présenté le 16 novembre son discours de politique générale

Taïwan [\(ici\)](#)

Coopération industrielle bilatérale : le 28^{ème} ICCM entre la DGE et l'IDB a tenu toutes ses promesses

Relation Taïwan USA : les entreprises taïwanaises renforcent leur présence dans l'industrie du VE aux USA

IDE : baisse des investissements étrangers à Taïwan au cours des trois premiers trimestres 2021

Semi-conducteurs : TSMC et Sony annoncent le lancement imminent de la construction d'une usine de puces au Japon

Transport maritime : *les compagnies taiwanaises affichent des résultats record*

Mongolie ([ici](#))

Conjoncture économique : *la croissance économique se contracte au troisième trimestre*

Finances publiques : *le budget de l'Etat pour 2022 approuvé au parlement, avec un déficit de 600 millions d'euros*

Chine continentale

Conjoncture

Croissance : une stabilisation relative de la conjoncture économique malgré la reprise de l'épidémie

En octobre, la croissance de [la production industrielle](#) (en valeur ajoutée) augmente pour la première fois depuis mars à +3,5% en g.a. (contre +3,1% en septembre) et de +10,6% par rapport au mois d'octobre 2019, soit un taux de croissance annuel composé de +5,2% en moyenne sur deux ans (contre +5,0% en septembre). Ce rebond s'explique principalement par l'augmentation de l'approvisionnement en charbon, pétrole et gaz encouragé par les autorités chinoises, dans un contexte de crise énergétique à l'approche de l'hiver. Concrètement, la croissance de la production manufacturière s'accélère légèrement à +2,5% en g.a. en octobre (contre +2,4% en septembre); alors que l'exploitation minière enregistre une croissance importante de +6,0% en g.a. (contre +3,2% en septembre) et que la production et l'approvisionnement en électricité, en énergie thermique, en gaz et en eau augmente fortement de +11,1% (contre +9,4% en septembre). On note par ailleurs que la production des entreprises d'Etat (la plupart des sociétés d'énergie sont des SOE) affiche une croissance de +5,2% en g.a. en octobre (+4,5% en g.a. en septembre), quand la croissance de la production des entreprises privées (dont la plupart sont manufacturières) continue de ralentir à +2,4% (contre +2,8% en septembre).

Sur les dix premiers mois, la croissance [des investissements bruts en capital fixe](#) poursuit son ralentissement, à +6,1% en g.a. (contre +7,3% entre janvier et septembre) et à +7,8% par rapport à la même période en 2019, correspondant à un taux de croissance annuel composé inchangé de +3,8% en moyenne sur la période. Ce ralentissement est causé, outre l'effet de base, par les restrictions pesant sur le secteur immobilier, et la réponse apportée à la reprise épidémique. Dans le détail, sur les dix premiers mois, les investissements en infrastructures, les investissements manufacturiers et les investissements immobiliers augmentent respectivement de +1,0%, +14,2% et +7,2% en g.a. (contre +1,5%, +14,8% et +8,8% sur les neuf premiers mois). Sur les dix premiers mois, les investissements privés (+8,5% en g.a.) rebondissent plus fortement que les investissements publics (+4,1% en g.a.).

En octobre, la croissance [des ventes au détail](#) continue de rebondir à +4,9% en g.a. (contre +4,4% en g.a. en septembre), et à +9,4% par rapport à la même période de 2019, soit un taux de croissance annuel composé de +4,6% en moyenne sur deux ans (contre +3,8% en septembre sur deux ans). Hors secteur automobile qui continue d'enregistrer une contraction importante de 11,5% en g.a. en octobre, les ventes au détail augmentent de +6,7% en g.a. (contre +6,4% en septembre). Cette croissance s'explique principalement par les produits hauts de gamme tels que l'équipement de télécommunications (+34,8% en g.a.), l'or, l'argent et les bijoux (+12,6% en g.a.). Il convient également de noter que la flambée récente du prix du pétrole brut à l'échelle internationale contribue également à l'augmentation des ventes des produits liés au pétrole (+29,3% en g.a. en octobre contre +17,3% en g.a. en septembre).

[Le taux de chômage urbain](#) se stabilise à 4,9% en octobre. Sur les dix premiers mois, 11,33 M nouveaux emplois ont été créés, atteignant avec de l'avance l'objectif fixé pour l'année 2021 lors des *Lianghui* au début mars, de 11 M (contre 9 M fixé et 11,86 M atteint en 2020). Par ailleurs, il convient de noter que le taux de chômage des jeunes de 16-24 ans continue de s'abaisser de 0,4 point de pourcentage à 14,2%, restant toutefois encore au

niveau élevé sous la pression de l'augmentation du nombre de nouveaux diplômés à l'été 2021 (9,09 M contre 8,74 M en 2020).

Nota Bene : le chiffre de création de nouveaux emplois ne permet pas d'appréhender la situation réelle du marché du travail, compte tenu des nombreux emplois détruits et en particulier dans les services, consécutivement à la pandémie. De manière comparable, le taux de chômage urbain ne reflète pas parfaitement le marché du travail, n'intégrant pas les données relatives aux travailleurs migrants, qui jouent le rôle de variable d'ajustement du marché du travail.

Immobilier : les prix de vente des logements dans 70 villes chinoises ont légèrement baissé en octobre

Le 15 novembre, le Bureau national des statistiques a publié [les prix de vente des logements dans 70 grandes et moyennes villes pour le mois d'octobre](#). 13 (contre 27 en septembre) des 70 villes ont vu augmenter les prix des logements neufs par rapport au mois précédent.

Par rapport au mois de septembre, les prix des logements neufs dans les villes de rang 1 sont restés relativement stables. Parmi eux, les prix de Pékin et Shanghai ont augmenté de 0,6% et 0,1% respectivement, tandis que Guangzhou et Shenzhen ont baissé de 0,3 et 0,2%. Le prix de vente des logements anciens dans les villes de rang 1 a baissé de 0,4% en g.m. Pékin, Shanghai, Canton et Shenzhen ont baissé de 0,5%, 0,4%, 0,6% et 0,2% respectivement. Les prix de vente des logements neufs et anciens dans les villes des rangs 2 et 3 ont tous enregistré des baisses entre 0,2% et 0,3% en g.m. L'année dernière, une hausse plus importante des prix des logements anciens et neufs dans ces villes avait été constatée entre septembre et octobre.

Par rapport à la même période l'an dernier, les prix de vente des logements neufs et anciens ont enregistré des hausses respectivement de 5,0% et 6,7% en g.a. Les prix des logements neufs et anciens dans les villes des rangs 2 et 3 ont enregistré des hausses respectivement de 3,7%, 2,5%, 1,8 et 1,0% en g.a.

Pour la première fois le 10 novembre 2021, dans le cadre de la démarche d'assainissement du secteur immobilier, la PBoC a publié les [statistiques relatives aux prêts aux acheteurs de logement](#). En octobre, les prêts aux acheteurs de logements se sont établis à 3770 Mds CNY. Il s'agit d'une augmentation de 348,1 Mds CNY par rapport à septembre (contre une augmentation de 247 Mds CNY en septembre). Les prêts immobiliers pour le mois d'octobre ont aussi augmenté considérablement et cette tendance a poursuivi au cours de la première moitié de novembre. Sous la double pression du contrôle prudentiel sur les financements immobiliers et de l'arrivée à échéance de nombreux prêts et obligations, les sociétés immobilières ont réduit leurs achats de terrains : le 2^{ème} lot de cette année, vendu à partir du mois de juillet, n'a pas suscité d'enthousiasme. La relative accélération des prêts aux acheteurs de logement pourrait conduire au rebond des achats de terrains. Par ricochet, cela pourrait contribuer à stabiliser les revenus des gouvernements locaux qui dépendent beaucoup de la vente des terres.

Pour rappel, dans le contexte de l'épidémie et du ralentissement économique, le secteur immobilier, pilier majeur de l'économie chinoise, est en difficulté et fait l'objet d'une attention soutenue des autorités. La PBoC a ainsi réaffirmé à plusieurs reprises ces derniers temps l'objectif fixé par le gouvernement central de maintenir un « développement stable et sain du marché immobilier », notamment par la mise en œuvre d'un contrôle prudentiel.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Banque et finance

Marchés boursiers : lancement officiel de la Bourse de Pékin ce lundi. Après un doublement du cours des dix nouvelles actions le premier jour, celles-ci retrouvaient leur niveau de début de semaine à la clôture vendredi

Le 15 novembre, les échanges ont commencé sur la nouvelle Bourse de Pékin (BSE), avec 81 sociétés cotées pour une capitalisation boursière totale de 289 Mds RMB (45 Mds USD). Il s'agit d'un marqueur des efforts du gouvernement chinois pour encourager le développement du recours au financement par le marché du capital des petites et moyennes entreprises (PME). Son lancement intervient 74 jours après que le président Xi Jinping a annoncé son intention de créer une telle bourse.

Parmi les 81 actions au premier jour de négociation, 10 sont de nouvelles cotations et 71 sont transférées de la section Premium ou « *select tier* » du National Equities Exchange and Quotations (NEEQ). Le NEEQ, communément appelé New Third Board (NTB), a été créé par le Conseil des affaires d'Etat en septembre 2012 et mis en opération en janvier 2013. Directement géré par la CSRC, il vise à faciliter le développement des PME et startups innovantes ne répondant pas nécessairement aux critères de cotation en vigueur sur les places boursières de Shanghai et Shenzhen. Les entreprises du NTB répondent à l'expression « 专精特新 », c'est-à-dire « spécialisation, raffinement, distinction et originalité », et sont cotées selon trois catégories : « *select tier* » (entreprises « pépites »), « *innovation tier* » (entreprises innovantes) et « *base tier* » (catégorie plus générale). On peut noter par ailleurs que la plupart de ces 81 sociétés cotées sont provenues des provinces du Jiangsu, du Guangdong et de Pékin.

La cotation des 10 nouvelles actions a plus que doublé lors du premier jour de négociation. *Henan Tongxin Transmission Co. Ltd.*, un fabricant de pièces automobiles, a réalisé la meilleure performance, clôturant sa première journée près de 500% au-dessus de son prix d'IPO. Son homologue *Nantong Great Electric Co. Ltd.* a enregistré le deuxième gain le plus important, bondissant de 262%. Les 10 actions n'étaient soumises à aucun plafond sur les variations de prix lors de leur premier jour de négociation. Leur variation journalière sera ensuite limitée à plus ou moins 30%, comme pour les autres actions. Parmi les entreprises déjà cotées au NEEQ, la meilleure performance, *Huizhou Huidarui Lithium Battery Technology Co. Ltd.*, a clôturé en hausse de 18% le premier jour. Néanmoins, la plupart des actions cotées sur la BSE ont vu leurs cours baisser progressivement pendant les jours suivants, y compris les trois sociétés affichant la meilleure performance lors du premier jour d'ouverture mentionnées ci-dessus.

Par rapport aux deux autres plateformes de financement – SSE STAR Market à Shanghai et ChiNext à Shenzhen qui sont également axées sur les sociétés innovantes, la BSE permettra un processus d'approbation de cotation plus rapide pour les PME. S'agissant des règles applicables aux investisseurs, environ 4M d'investisseurs - disposant d'au moins 500 000 RMB d'actifs dans le compte de titres au cours des 20 jours de négociation précédents - sont éligibles pour négocier des actions sur la BSE. Les investisseurs institutionnels étrangers qualifiés (QFII) peuvent également accéder à la BSE. S'agissant des règles de cotation, la capitalisation minimale pour être coté à Pékin est de 200M RMB (31M USD). Jusqu'à présent, la capitalisation boursière en moyenne sur la BSE est d'environ 3,6 Mds RMB, la taille moyenne des sociétés cotées étant ainsi plus petite que celles cotées sur STAR Market (14 Mds RMB) et ChiNext (12 Mds RMB). Il faudra deux mois pour gérer les IPO sur la BSE par rapport à trois mois sur STAR Market et ChiNext, bien que ces trois plateformes adoptent maintenant le même système d'enregistrement. S'agissant des règles relatives aux échanges, le plafond quotidien de 30% sur les mouvements des actions de la BSE est plus flexible que les 20% autorisés sur STAR Market et ChiNext.

Ouverture financière : la Chine autorisera les institutions étrangères à émettre des obligations à des fins de responsabilité sociale et de développement durable sur le marché interbancaire

[La Chine autorisera les institutions étrangères à émettre des obligations à des fins de responsabilité sociale et de développement durable sur le marché interbancaire.](#) Les projets verts éligibles sont répertoriés dans le catalogue d'endossement d'obligations vertes publié par la PBoC, ou ceux répondant aux critères fixés par l'Union européenne (*EU Taxonomy Climate Delegated Acts*) et d'autres normes internationales. Les projets de responsabilité sociale devraient suivre les critères fixés par les Nations Unies, a déclaré la NAFMII (*National Association of Financial Market Institutional Investors*), l'infrastructure gestionnaire du marché obligataire interbancaire. « Le nouveau programme pilote aidera à orienter les ressources financières pour soutenir le développement environnemental et social de manière durable, favorisera la transformation des entreprises et renforcera le statut mondial du marché obligataire chinois », a indiqué la NAFMII.

Le programme offrira aux emprunteurs étrangers davantage d'options en accédant au vaste marché obligataire chinois et en vendant des « *panda bonds* », obligations libellées en RMB vendues par des émetteurs non chinois sur le marché continental. Les émissions de *panda bonds* ont totalisé 57,9 Mds RMB (8,96 Mds USD) au cours du premier semestre de cette année, en hausse de 42,6% par rapport à la même période l'année dernière, selon les données de *China Chengxin International Credit Rating Co. Ltd.*

Finance verte : 200 Mds RMB supplémentaires de refinancement pour promouvoir l'utilisation « propre » du charbon

Le 17 novembre, le premier ministre Li Keqiang a décidé lors de [la réunion du Conseil des affaires d'Etat](#) d'accorder 200 Mds RMB supplémentaires de refinancement (« *relending* ») pour soutenir les projets visant à « l'utilisation propre et efficace du charbon ». Similaire au nouvel outil de financement de prêts verts annoncé par la PBoC la semaine dernière, le mécanisme de « *lending before borrowing* » sera également mis en place ici par la PBoC : les institutions financières prêtent tout d'abord aux projets éligibles, et demandent ensuite auprès de la PBoC un refinancement du principal – à 100% pour ce nouvel outil. Le taux d'intérêt de refinancement n'est pas encore annoncé, mais les prêts verts accordés par le côté des institutions financières seront à un taux équivalent au taux prêteur de référence (LPR, loan prime rate). Pour mémoire, le LPR à un an est actuellement de 3,85% et le LPR à cinq ans de 4,65%. Dans le même temps, la réunion a appelé à une étude des mesures telles que des incitations fiscales appropriées et le soutien des gouvernements locaux via des *Special purpose bonds*.

A fin septembre 2021, l'encours des prêts verts (y compris les projets charbonniers) s'élevait à 14 780 Mds RMB, soit une augmentation de 27,9% en glissement annuel ; les prêts aux projets réduisant directement et indirectement des émissions de carbone étaient de 6 980 Mds RMB et 2 910 Mds RMB respectivement, représentant 66,9% des prêts verts au total, et les prêts à l'industrie de l'énergie propre totalisaient 3 790 Mds RMB, en hausse de 22,8% en g.a.

Pour rappel, le gouvernement chinois a lancé la semaine dernière un nouvel instrument pour financer à taux préférentiel les prêts verts. La PBoC offre aux banques la possibilité de se refinancer au taux de 1,75% pour une durée de 12 mois, renouvelable deux fois (soit potentiellement jusqu'à un maximum de 3 ans) et à hauteur de 60% du montant des prêts octroyés aux entreprises opérant dans les trois secteurs ciblés par la banque centrale : (i) l'énergie propre, (ii) la protection de l'environnement et l'efficacité énergétique, (iii) les technologies de décarbonation.

Marché obligataire : le MoF clarifie [les règles sur l'ajustement de l'utilisation des SPB](#) pour mettre fin à des pratiques abusives dans la gestion des fonds publics

Le 11 novembre, le ministère des Finances (MoF) a publié une directive qui définit les normes de qualification, les procédures et les exigences de divulgation d'informations pour les gouvernements locaux utilisant des *Special purpose bonds* (SPB), pour en renforcer la gestion et mieux prévenir les risques. La directive indique clairement que les fonds doivent être strictement utilisés conformément aux objectifs décrits. Les gouvernements de niveau inférieur voulant modifier leurs projets de SPB doivent obtenir l'approbation du gouvernement de niveau provincial et enregistrer leurs nouveaux plans auprès du MoF. Les gouvernements provinciaux devront divulguer les informations relatives aux ajustements en temps opportun et cela devrait inclure les plans d'investissement pour les nouveaux projets, le taux de rendement prévu, d'autres sources de fonds, une évaluation des risques, une cote de crédit d'un tiers et des rapports juridiques. Le ministère a également donné aux gouvernements provinciaux le pouvoir de réduire les quotas annuels pour les gouvernements de niveau inférieur qui effectuent des changements fréquents et importants.

Le MoF a commencé à autoriser des ajustements dans l'utilisation des SPB depuis 2018. Cependant, les autorités d'audit ont constaté que certaines collectivités locales ont fini par utiliser l'argent pour payer les salaires et les frais de représentation des collectivités, ou encore pour acheter des produits de gestion de patrimoine. Selon [le rapport annuel sur l'utilisation des fonds budgétaires 2020 présenté en juin](#), le bureau d'audit ordonné par le Conseil des affaires d'Etat a révélé que les obligations avaient été mal gérées avec des fonds utilisés pour financer des projets non rentables. Environ 41,3 Mds RMB, soit 3,25% des 1 270 Mds RMB de SPB en circulation émis par 55 gouvernements locaux, n'ont pas été utilisés aux fins prévues. Certaines collectivités ont investi 20,5 Mds RMB dans des projets qui n'avaient aucun revenu ou dont le revenu annuel était insuffisant pour payer le principal et les intérêts, suscitant de sérieuses inquiétudes quant à leur solvabilité, selon le rapport.

Pour mémoire, pour l'année 2021, les gouvernements locaux sont autorisés à émettre 3650 Mds RMB de SPB, en baisse légère par rapport aux 3750 Mds RMB accordés l'année dernière. Environ la moitié des SPB nouvellement émises au cours des trois premiers trimestres ont été utilisées pour financer des infrastructures telles que les transports, les bureaux du gouvernement et les parcs industriels. 30% ont été investies dans les secteurs de santé, de la culture et du tourisme. Le reste a été alloué à des projets liés à l'agriculture et à la sylviculture, à la conservation de l'eau, à l'énergie et à la chaîne d'approvisionnement du froid. L'émission de SPB de cette année a beaucoup ralenti par rapport à l'année dernière. Nonobstant l'effet de base relativement élevé, ce ralentissement est lié à deux facteurs. L'un est calendaire : alors que le MoF avait autorisé les collectivités locales à utiliser leur quota de SPB (1000 Mds RMB) pour l'année 2020 dès novembre 2019, le quota de SPB pour l'année 2021 n'a été accordé qu'au début du mois de mars 2021, lors des deux assemblées (les Lianghui). L'autre est réglementaire : la nouvelle réglementation du MoF publiée en juillet oblige les gouvernements locaux à sélectionner plus strictement des projets et à équilibrer le montant du financement par rapport aux revenus attendus.

Stabilité financière: Huarong est autorisé à vendre jusqu'à 70 Mds RMB d'obligations et a conclu des accords avec cinq investisseurs stratégiques pour un financement de 42 Mds RMB

Le 11 novembre, *China Huarong Asset Management Co. Ltd.* a obtenu [l'approbation du régulateur des banques et des assurances \(CBIRC\)](#) pour lever jusqu'à 70 Mds RMB (10,95 Mds USD) en vendant des obligations, visant à financer ses activités principales telles que l'acquisition et la cession d'actifs non performants et les échanges de créances en actions, trois mois après qu'un plan de sauvetage soutenu par le gouvernement chinois a été annoncé

en août. Par ailleurs, Huarong a conclu le jour suivant 42 Mds RMB (6,6 Mds USD) d'accords de vente d'actions avec cinq investisseurs stratégiques, dont *Citic Group*, *China Insurance Investment Co. Ltd.*, *China Life Asset Management Co. Ltd.*, *China Cinda Asset Management Co. Ltd.* et *ICBC Financial Asset Investment Co. Ltd.* Les actions seront au prix de 1,02 RMB, soit une prime de 22,89% par rapport au précédent cours de clôture.

Selon les résultats publiés le 30 août, après une perte nette de 102,9 Mds RMB en 2020, Huarong a réalisé un bénéfice de 158M RMB au premier semestre de cette année et avait des emprunts de 782 Mds RMB à fin juin, dont 578 Mds RMB du total venant à échéance dans un an. Son passif s'élevait à 96% du total des actifs. Le ratio d'adéquation du capital était de 6,32% (contre 13,2% à la même période l'année dernière), soit bien en-deçà des exigences réglementaires (12,5%). Huarong a jusqu'à présent remboursé toutes ses obligations et intérêts à temps.

Pour mémoire, Huarong, l'une des quatre AMC nationales mises en place par le gouvernement chinois en 1999 pour traiter les actifs non performants des banques d'Etat, a été ébranlée à la suite de la chute de son ancien président Lai Xiaomin, exécuté en janvier dernier. Sous la direction de Lai, les activités de Huarong s'étaient étendues à des domaines tels que le courtage de titres, les fiducies et l'assurance, la structure de défaisance s'écartant de son mandat initial de liquidation des créances douteuses des institutions financières. Depuis la chute de Lai, Huarong a pris des mesures visant à liquider les actifs et unités commerciales non essentiels. Dans ce contexte, les inquiétudes du marché concernant la santé financière de Huarong se sont intensifiées après que la société n'a pas été en mesure de publier ses résultats pour l'exercice 2020 le 31 mars, déclenchant des dégagements record sur ses obligations. L'hypothèse d'une restructuration de Huarong est évoquée depuis avril.

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-US : entretien vidéo entre le président Xi et le président Biden

Le 16 novembre (heure de Pékin)/ 15 novembre (heure de Washington), le président Xi et le président Biden se sont entretenus dans le cadre d'un sommet virtuel qui a duré trois heures. Pour rappel, les deux présidents ont déjà eu deux appels téléphoniques en 2021. Selon [le communiqué officiel de la partie chinoise](#), le président Xi a souligné « trois principes » pour le développement des relations sino-américaines, dont le respect mutuel, la coexistence pacifique, et la coopération gagnant-gagnant ; ainsi que « quatre priorités » : **(i)** assumer leurs responsabilités de grandes puissances pour faire face aux défis mondiaux ; **(ii)** agir dans un esprit d'égalité et de bénéfice mutuel pour faire progresser les échanges dans tous les domaines et impulser une dynamique plus vertueuse dans leurs relations ; **(iii)** gérer les différends et les questions sensibles de manière constructive afin d'éviter que les relations sino-américaines ne s'enveniment davantage ; **(iv)** renforcer la coordination et la coopération dans les zones de tensions géopolitiques et fournir davantage de biens publics mondiaux.

Sur le plan commercial, le président Xi a indiqué que la Chine avait accepté d'améliorer le « fast-track » pour le milieu des affaires américain souhaitant se rendre en Chine. Il a également enjoint les Etats-Unis à cesser d'abuser du concept de sécurité nationale pour pénaliser les entreprises chinoises, et a souligné l'importance pour la Chine et les Etats-Unis de maintenir leur communication dans le domaine macroéconomique afin de se prémunir contre les risques économiques et financiers.

Selon [le communiqué officiel américain](#), Joe Biden a insisté sur le besoin de protéger les industries et ouvriers américains des pratiques commerciales « non-marchandes » de la Chine. Il a également souligné la nécessité de maintenir les lignes de communication ouvertes entre les deux pays et de mettre en place des « garde-fous » pour éviter que la concurrence entre les deux pays ne dégénère. Les deux parties sont convenues de poursuivre leur dialogue dans le futur.

Relations Chine-US : lettre du US-China Business Council à Yellen et Tai avant l'entretien Xi-Biden

Le 12 novembre, l'USCBC (*US-China Business Council*) et 25 autres associations professionnelles américaines, telles que *American Soybean Association* et *American Apparel & Footwear Association*, ont conjointement publié [une lettre](#) adressée à la secrétaire du Trésor Janet Yellen et la représentante américaine au Commerce Katherine Tai. Les signataires de la lettre présentent quatre recommandations pour développer une stratégie économique et commerciale plus globale et durable vis-à-vis à la Chine : **(i)** continuer à travailler avec la Chine pour assurer la mise en œuvre complète de l'accord *phase-1* ; **(ii)** prioriser la résolution de défis structurels posés par la Chine et qui ne relèvent pas du champ d'application de la « phase 1 », afin d'améliorer l'environnement opérationnel pour les entreprises et les agriculteurs américains et de garantir un traitement équitable pour les biens et services américains ; **(iii)** réduire les droits de douane additionnels de la « section 301 » et élargir le processus d'exclusion tarifaire ; **(iv)** Renforcer les liens entre les États-Unis et ses autres partenaires commerciaux partageant les mêmes intérêts.

Le 16 novembre, le président de l'USCBC Craig Allen a salué l'entretien virtuel entre les présidents Xi et Biden, [déclarant](#) que « nous apprécions grandement les discussions longues et franches des deux dirigeants et leur engagement commun à œuvrer en faveur de la stabilité stratégique dans l'intérêt de nos deux pays et du monde... nous espérons que des réunions distinctes seront bientôt organisées pour discuter des questions économiques et commerciales avec la Chine, y compris la réduction des droits de douane américains et chinois ».

Photovoltaïques : la justice américaine rejette la décision d'imposer des droits de douane supplémentaires sur les panneaux solaires bifaciaux

Mardi le 16 novembre, Gary Katzmman - juge américain du Tribunal de commerce international des Etats-Unis (*United States Court of International Trade*) - a renversé la décision sur l'imposition de tarifs douaniers additionnels de 18 % sur les panneaux photovoltaïques bifaciaux¹ prise par l'administration Trump. L'année dernière, le tribunal avait délibéré en faveur de l'administration américaine concernant cette même affaire.

En janvier 2018, les Etats-Unis avaient introduit des droits de douane additionnels pour une durée de quatre ans sous la Section 201 sur les importations de panneaux solaires, fixés à 30 % et devant baisser à 15 % en 2021. En juin 2019, le gouvernement américain avait introduit une exemption tarifaire pour les panneaux solaire bifaciaux avant de la révoquer en octobre 2020 et augmenter les droits de douane à 18 % pour ces produits.

Dans sa décision, le Tribunal de commerce international des Etats-Unis a décidé de réajuster les tarifs douaniers sur les panneaux solaires non-bifaciaux à 15 % pour l'année 2021 et de rendre éligible au remboursement avec intérêt toutes les importations de l'année précédente sujettes au tarif douanier de 18 %.

Le *Global Times* – tabloïd proche des autorités chinoises – a publié [un éditorial](#) le 17 novembre dans lequel il félicite cette décision, soulignant un signe positif pour la relation sino-américaine ainsi que pour la lutte contre le changement climatique.

Relation Chine-US : la Maison blanche s'oppose au projet d'Intel d'investir dans des sites de production en Chine

Selon [Bloomberg](#), l'administration Biden aurait « fortement dissuadé » Intel – un des principaux producteurs mondiaux de semi-conducteurs – d'investir dans une usine à Chengdu produisant des wafers en silicium, soulevant les risques posés pour la sécurité des Etats-Unis. L'entreprise américaine a déclaré ne pas avoir l'intention d'ouvrir de sites de production de wafers en silicium en Chine, admettant toutefois avoir échangé sur ce sujet avec les autorités américaines. Cette annonce intervient alors que l'entreprise américaine espère pouvoir bénéficier de subventions par le gouvernement américain dans le cadre du [CHIPS Act](#), un plan d'investissement de 52 Mds USD dans la recherche et l'industrie aux Etats-Unis, pouvant être adopté prochainement par le Congrès américain.

Dans un communiqué adressé à Bloomberg, Intel a déclaré étudier toutes les possibilités pour élargir ses capacités de production aux côtés du gouvernement américain afin de faire face à la pénurie mondiale de microprocesseur. Intel envisagerait ainsi d'investir des dizaines de milliards de dollars dans des usines de wafers en silicium aux Etats-Unis et en Europe pour sécuriser son approvisionnement en composants stratégiques.

Relations Chine-US : opposition des Etats-Unis à l'exportation de machines de puces à lithographie extrême ultraviolet en Chine

Selon le porte-parole de SK Hynix – un des premiers producteurs mondiaux de puces mémoire – le plan de modernisation de l'usine de l'entreprise sud-coréenne à Wuxi pourrait être compromis par l'opposition de l'administration américaine à ce que des équipements de dernière génération soient exportés en Chine. Le site de production de SK Hynix à Wuxi est à l'origine de 15 % de la production mondiale de puces DRAM.

¹ La technologie bifaciale représente une part modeste mais croissante du marché des panneaux solaires. Elle coûte plus cher que les panneaux photovoltaïques monofaciaux mais est capable de produire plus d'énergie que ces derniers.

Selon [Reuters](#), l'administration américaine se serait opposée à l'exportation en Chine de machines de lithographie extrême ultraviolet (EUV) fabriquées par l'entreprise néerlandaise ASML et nécessaires pour l'accélération de la production de puces. La Maison Blanche a refusé de s'exprimer sur cette affaire mais a souligné que l'administration Biden demeure résolue à empêcher la Chine d'accéder à des technologies lui permettant de développer une industrie de pointe dans le secteur des semi-conducteurs, pouvant servir à la modernisation de son armée.

Alors que le cadre juridique américain ne permet pour l'heure pas de bloquer l'exportation de machines de lithographie EUV à des entreprises étrangères ne figurant pas sur la Liste des Entités, Washington ne peut que recourir à des moyens politiques pour empêcher ce transfert de technologies sensibles. L'administration Trump avait déjà fait [pression](#) sur le gouvernement néerlandais en 2019 et 2020 pour faire suspendre la licence d'exportation en Chine d'ASML pour ses machines les plus avancées.

Relations Chine-Canada : les douanes canadiennes ont saisi des biens importés de Chine identifiés comme étant issus du travail forcé.

Le 12 novembre, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a [admis](#) avoir saisi au Québec une cargaison de vêtements pour femmes et pour enfants en provenance de Chine au motif qu'elle était suspectée d'être « intégralement ou partiellement » produite par le biais de travail forcé. L'agence canadienne a refusé de se prononcer sur la date de l'interception, affirmant seulement que cette date est antérieure au 3 novembre. Il s'agit de la première saisie de biens par les autorités canadiennes depuis l'entrée en vigueur en juillet 2020 de la loi fédérale prohibant l'importation de biens fabriqués sous la contrainte.

Retour au sommaire ([ici](#))

Industrie et numérique

Politique industrielle: le Ministère de l'industrie et des technologies de l'information (MIIT) publie un 14^{ème} plan quinquennal pour le secteur TIC

Le 16 novembre, le MIIT a [publié](#) un 14^{ème} plan quinquennal (2021-2025) spécifiquement dédié aux technologies de communication (TIC). Ce plan fixe des objectifs chiffrés listés ci-dessous :

Catégorie	No.	Indicateur	En 2020	En 2025	Croissance moyenne annuelle
Objectifs généraux	1	Chiffre d'affaires de l'industrie de TIC (Mds CNY)	2 640	4 300	10%
	2	Investissement cumulé dans les infrastructures de TIC (Mds CNY)	2 500	3 700	9,6%
	3	Chiffre d'affaires cumulé sur cinq ans dans le secteur des télécommunications (prix constants 2019)	1 500 (2015-2020)	3 700 (2020-2025)	20%
Infrastructure	4	Nombre de stations de base 5G pour 10 000 personnes (unité)	5	26	84%
	5	Points d'accès internet supérieur à 10 Gb/s (millions)	3,2	1 2	55%
	6	Puissance de calcul des centres de données (exaflops)	90	300	27%
	7	Nombre de nœuds de service public pour l'analyse de l'identification de l'Internet industriel (unité)	96	150	11,3%
	8	Proportion du trafic mobile utilisant les protocoles IPv6 (%)	17,2	70	
	9	Bande passante pour l'accès internet à l'international (Terabyte / seconde)	7,1	48	115%
Économie d'énergie	10	Taux de réduction de la consommation globale d'énergie d'activité télécoms totale par unité (%)	-	-	15%

	11	Efficacité énergétique des nouveaux grands et très grands centres de données (PUE)	1,4	<1,3	>7%
Pénétration des applications	12	Nombre de connexions des terminaux de réseaux de communication (milliards)	3,2	4,5	7%
	13	Taux de pénétration des utilisateurs 5G (%)	15	56	
	14	Nombre d'utilisateur de large bande de Gigabit (1 000 foyers)	6 400	60 000	56%
	15	Nombre d'enregistrement des indications de l'Internet industriel (milliard)	9,4	50	40%
	16	Nombre de réseaux privés virtuels de 5G (unité)	800	5 000	44%
Innovation et développement	17	Proportion des investissements en R&D par rapport au CA des entreprises de télécommunications de base (%)	3,6	4,5	
Partage inclusif	18	Taux d'accessibilité de 5G du village administratif (%)	0	80	[80]
	19	Indice de satisfaction globale des utilisateurs télécoms	81,5	>82	[>0,5]
	20	Taux de respect des délais de traitement des plaintes relatives aux services d'information Internet (%)	80	>90	[>10]

Parmi les autres domaines mis en avant, figure également l'internet satellitaire, dont le déploiement doit permettre une intégration avec les réseaux 5G. Le déploiement d'applications pour la constellation Beidou est également mentionné. A noter également la volonté de promouvoir les connexions internationales par câble sous-marins, en particulier avec les pays situés le long des Nouvelles Routes de la Soie. Dans cette optique, deux centres de maintenance pour les câbles sous-marins seront établis et deux navires spécialisés dans les opérations de maintenance devraient être construits pour opérer en mer de Chine de l'Est et du Sud. L'utilisation de la 5G pour l'internet industriel (5G+工业互联网) est également mentionné, avec pour objectif de mettre en place trois plateformes « d'influence internationale » d'ici 2025 et 70 plateformes sectorielles spécifiques.

En parallèle, les entreprises chinoises sont incitées à s'internationaliser et à participer à la définition de standards internationaux, en particulier dans les domaines de la 5G, 6G, l'intelligence artificielle et l'internet des objets.

Semi-conducteurs : Malgré une chute boursière, Alibaba serait en passe de reprendre les actifs de Tsinghua Unigroup

Selon Bloomberg, un consortium mené par Alibaba s'apprêterait à faire l'acquisition de Tsinghua Unigroup pour une somme estimée autour de 50 Mds CNY (6,9 Mds EUR). Ces révélations font échos à des faits [relatés](#) le mois dernier. Parmi les autres prétendants, figuraient surtout des conglomérats publics, dont certains liés à l'appareil civilo-militaire, comme China Electronics Corporation (CEC-gouvernement central), Beijing Electronics (municipalité de Pékin), Guangdong Hengjian Investment Holding (province du Guangdong), ou encore Wuxi Industry Development Group (municipalité de Wuxi).

Outre Alibaba, ce consortium associerait également des fonds publics de la province du Zhejiang. Pour rappel, Tsinghua Unigroup figure parmi les principaux champions nationaux de l'industrie des semi-conducteurs. Ces derniers mois, Tsinghua Unigroup avait accumulé une dette cumulée estimée à près de 100 Mds CNY (13,8 Mds EUR), qui devrait faire l'objet d'un plan de restructuration ([voir brèves du 12 juillet 2021](#)).

Alibaba a [annoncé](#) cette semaine des résultats financiers trimestriels en-deçà des attentes, l'entreprise ayant semble-t-il été fortement impactée par le durcissement réglementaire de l'économie numérique. Au T3 2021, le chiffre d'affaires du groupe a atteint 200,7 Mds CNY (27,7 Mds EUR, +29% en g.a) mais les perspectives de croissance annuelles ont été revues à la baisse (20-23% contre 29,5% initialement). Surtout, le bénéfice (EBITDA) a reculé de 27% par rapport au T 2020 pour s'établir à 34,8 Mds CNY (4,8 Mds EUR). L'action d'Alibaba a perdu 11% jeudi 18 novembre à la bourse de New York.

A la recherche de nouveaux relais de croissance, le groupe affirme ses ambitions dans le secteur des semi-conducteurs qui fait l'objet d'une frénésie d'investissements en Chine dans un contexte d'incitations gouvernementales pour développer des alternatives souveraines aux technologies américaines. Pingtoug (T-Head), la filiale dédiée aux semi-conducteurs a ainsi récemment annoncé plusieurs percées : en octobre, la puce Yitian optimisée pour les applications d'intelligence artificielle de la division cloud du groupe, gravée en 5 nm par TSMC, a été [présentée](#). Par ailleurs, Alibaba a également développé un CPU basé sur une architecture open-source RISC-V, qui est à ce jour présenté comme le [processeur RISC-V](#) plus « performant » du marché.

Gouvernance cyber : l'Administration chinoise du cyberespace (CAC) publie des mesures administratives sur la sécurité des données ainsi qu'un plan pour renforcer le contrôle idéologique du cyberespace

Le 14 novembre, la CAC a publié une [première version](#) de mesures administratives dont l'objectif est de préciser les modalités d'application des dernières lois relatives à la gouvernance des données (sécurité des données et protection des données personnelles) introduites en 2021.

Ce texte apporte plusieurs précisions importantes, allant dans le sens d'une application stricte des mesures introduites précédemment. Il est clairement indiqué que les entreprises, même implantées hors de Chine, qui traitent des données personnelles de citoyens chinois ou des « données importantes » issues de Chine sont soumises aux lois en vigueur selon une logique extraterritoriale. Le texte lève aussi l'ambiguïté sur les introductions en bourse à Hong Kong, qui seront soumises à des audits de cybersécurité préalables, au même titre que les IPO aux Etats-Unis. Les entreprises seront également dans l'obligation d'informer les autorités de l'implantation de centres de R&D à l'étranger. Il est également clairement indiqué que les requêtes des internautes provenant de Chine doivent être traitées sur le territoire chinois et ne peuvent être redirigées vers l'étranger, ce qui pourrait ouvrir la voie à une interdiction des systèmes de *virtual private network* (VPN).

La classification des données contient désormais quatre catégories et trois niveaux de protection:

- Données essentielles (核心), plus haut niveau de protection. Il s'agit des informations liées à la sécurité nationale, à la substance économique nationale (国民经济命脉) ou aux intérêts publics et collectifs majeurs.
- Données importantes et personnelles, niveau de protection élevé. Les données importantes (重要数据) sont définies comme celles dont l'altération, la fuite ou le vol peut porter préjudice à la sécurité nationale ou aux intérêts publics. Cela concerne par exemple les informations gouvernementales non-publiques, les données d'exportation, relatives aux technologies numériques, ou encore les données industrielles, de transport, financières, de télécommunication, énergétiques, géographiques, hydrauliques, minières, celles liées aux ressources naturelles etc.
- (3) données générales (一般数据), qui devraient faire l'objet de moins de contraintes pour favoriser leur valorisation économique.

Le 17 novembre, la CAC [a publié](#) un 14^{ème} plan quinquennal (2021-2025) pour l'« état de droit, la propagande et l'éducation » dans le cyberspace. L'un des objectifs de ce texte est de renforcer la prise de conscience des enjeux sur la régulation des contenus auprès des administrations, des entreprises, mais aussi des utilisateurs, à commencer par les mineurs dont le contenu de l'éducation doit être particulièrement suivi.

Electronique : Huawei envisagerait de licencier la production de ses smartphones à des entreprise tierces

Selon [Bloomberg](#), plusieurs entreprises chinoises parmi lesquelles TD Tech (télécommunications) et PTAC (machines-outils) seraient en discussion avec Huawei pour produire des smartphones de la marque via des contrats de licence afin de contourner les sanctions limitant l'accès de Huawei à des composants (semi-conducteurs) ou logiciels (applications Google) fournis par des entreprises étrangères.

A cause de l'impact des sanctions, les ventes de smartphones Huawei se sont effondrées. De 20% au T2 2020, les parts de marché mondiales du groupe sont passées à 4% au T1 2021. L'entreprise est depuis sortie du classement Counterpoint des principaux vendeurs.

Pour rappel, le 17 novembre 2020, Huawei a annoncé la vente de sa marque de téléphone Honor pour 12,9 Mds EUR à Shenzhen Zhixin New Information Technology Co., Ltd, un consortium d'une trentaine d'acteurs, dont le groupe Suning et plusieurs fonds publics, liés notamment à la municipalité de Shenzhen. En août 2021, 14 parlementaires républicains de la Chambre des représentants ont suggéré d'inclure Honor sur l'*entity list* du Département du Commerce (interdiction de se fournir en technologies américaines), accusant le groupe d'avoir contourné les sanctions en s'autonomisant de Huawei.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Climat : fin de la COP 26 et publication de l'accord de Glasgow

La COP 26 s'est tenue du 31 octobre au 13 novembre à Glasgow (Royaume-Uni). Elle s'est achevée par la publication de l'accord de Glasgow, qui, pour la première fois dans un texte de la CCNUCC (Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques) fait mention des énergies fossiles. A ce titre la Chine et l'Inde ont fait modifier in extremis le texte final, en demandant le remplacement de la mention « sortie » de l'électricité au charbon (sans système de capture du carbone) par sa « réduction progressive ». L'accord de Glasgow demande également aux pays signataires de « revoir et renforcer » leurs engagements climatiques pour 2030 dès la fin 2022 (plutôt que tous les cinq ans) afin d'être en ligne avec l'accord de Paris. Cette COP 26 a en outre permis de finaliser les règles d'applications de l'accord de Paris et notamment de son article 6, qui couvre la coopération internationale et les marchés du carbone.

Parallèlement, la COP 26 a aussi été l'occasion de nombreuses déclarations auxquelles la Chine n'a pas souhaité prendre part, à l'exception de la « déclaration des leaders de Glasgow sur les forêts et l'utilisation des sols » ainsi que sur le volet hydrogène du « Glasgow Breakthroughs » ([voir brèves du 1^{er} novembre](#)). La Chine et les Etats Unis ont également publié un communiqué conjoint sur le climat (Voir [brèves du 8 novembre 2021](#)).

Energie : la Chine allouera 3,87 Mds de RMB de subventions aux énergies renouvelables en 2022

Le montant des subventions nationales alloué par le ministère des Finances chinois aux énergies renouvelables s'élèvera à 3,87 Mds RMB (536 M EUR) en 2022, soit une baisse de 35% par rapport à l'année précédente. Les montants alloués pour chaque type d'énergie renouvelable et la comparaison avec ceux de 2021 sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Montants des subventions nationales allouées par type de projet	Solaire	Eolien	Biomasse	Total
2022	2,28 Mds RMB (316 M EUR)	1,55 Mds RMB (215 M EUR)	38,24 M RMB (5,30 M EUR)	3,87 Mds RMB (536 M EUR)
2021	3,38 Mds RMB (468 M EUR)	2,31 Mds RMB (320 M EUR)	59,78 M RMB (8,28 M EUR)	5,95 Mds RMB (824 M EUR)

Source : [Reuters](#)

Pour rappel, depuis début 2021, les nouveaux projets d'éolien *onshore*, d'énergie solaire centralisée (centrales photovoltaïques) et d'énergie solaire distribuée à l'échelle industrielle et commerciale ne sont plus éligibles aux subventions nationales. Les montants annoncés concernent donc les projets qui ont été reconnus éligibles avant cette date, ainsi que les autres catégories de projets d'énergie renouvelable. Dans le même temps, les provinces sont encouragées à prendre le relais en développant des subventions locales.

La dernière [liste](#) des projets concernés par les subventions nationales pour 2021 a été publiée le 15 novembre. Depuis le début de l'année, 19 319 projets de production d'énergie renouvelable ont ainsi été désignés, pour une capacité installée totale de 84 GW.

Energie : la NDRC publie de nouveaux seuils d'efficacité énergétique pour les industries les plus consommatrices d'énergie

La Commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) a [publié](#) cette semaine les seuils d'efficacité énergétique de référence pour les industries les plus consommatrices d'énergie (métallurgie, matériaux de construction, pétrochimie, chimie...), applicables à partir de 2022. Pour chaque catégorie est donné un seuil minimal ainsi qu'un seuil de référence vers lequel chaque installation doit s'efforcer de tendre. Les nouveaux projets construits devront obligatoirement se conformer au moins au niveau d'efficacité énergétique minimal. Les installations déjà existantes devront elles engager une mise à niveau si nécessaire dans un délai inférieur à 3 ans, sous peine de devoir cesser leur activité.

Pour rappel le 18 octobre, la NDRC avait publié un autre [document](#) relatif à l'efficacité énergétique et à la réduction des émissions de carbone dans l'industrie, qui fixait à 30% la part des capacités de production des « industries clés » qui devront atteindre le seuil d'efficacité énergétique le plus élevé d'ici 2025.

Energie : hausse record des importations d'électricité de la Chine en provenance de Russie, de Corée du Nord et de Birmanie

La Chine a augmenté ses importations d'électricité en provenance de Russie, de Corée du Nord et de Birmanie dans le contexte de la pire pénurie d'électricité connue depuis des décennies. Les achats d'électricité de la province du Heilongjiang (nord-est de la Chine) à la Russie se sont élevées à 518 GWh en octobre, soit le plus haut niveau mensuel depuis l'établissement du partenariat sino-russe en matière d'approvisionnement en électricité en 1992, selon le [Journal de State Grid](#). La Chine a par ailleurs soumis une demande officielle en octobre à Inter RAO, entreprise russe possédant le monopole des exportations d'électricité, en vue d'accroître le volume importé à 555 GWh par mois. En ce qui concerne les importations depuis le Corée du Nord, elles ont augmenté de 62% en septembre en glissement annuel pour atteindre environ 36 GWh et de 37% en glissement annuel à 291 GWh au cours des trois premiers trimestres de 2021. Quant au Sud-ouest de la Chine, les importations en provenance de Birmanie via le réseau opéré par Southern Grid dans le Yunnan ont également augmenté de 44% en glissement annuel au cours des trois premiers trimestres pour atteindre 1231 GWh.

Aéronautique : vers une nouvelle certification du Boeing 737 MAX par la Chine

Le 12 novembre, l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) [a informé](#) les compagnies aériennes qu'elle agréait aux modifications apportées par Boeing pour résoudre les problèmes de sécurité aérienne du 737 MAX, ayant causé deux accidents mortels en Indonésie et en Ethiopie – et entraîné alors le retrait de la certification par la CAAC en mars 2019 ainsi que le clouage au sol de la totalité de la flotte exploitée dans l'espace aérien chinois. Selon cette notice de l'autorité chinoise, les compagnies chinoises ont jusqu'au 26 novembre pour faire part de leurs commentaires. Au-delà de cette période de collecte des avis des transporteurs, des opérations supplémentaires seront nécessaires notamment en matière d'inspection de sécurité des appareils et de formation des pilotes au nouveau dispositif correctif mis en place par Boeing, pour la publication de la nouvelle certification du 737 MAX.

Boeing s'investit activement depuis août dernier avec la CAAC sur l'obtention des autorisations nécessaires, en mobilisant des équipes et un appareil arrivé spécialement des Etats-Unis pour les vols de test (Voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 30 août au 3 septembre](#)). Le constructeur américain espère finaliser toutes les procédures de certification de navigabilité pour la Chine d'ici fin 2021 ou début 2022. Cette autorisation ouvrirait à nouveau l'espace aérien chinois aux 97 appareils 737 MAX actuellement en flotte chez 13 compagnies chinoises. La certification permettrait également de nouvelles livraisons à compter du T1 2022, sachant qu'environ un tiers des 370 appareils en commande par les compagnies chinoises ont déjà été produits dans les usines américaines de Boeing et sont en attente d'exportation. Ces nouvelles perspectives pour Boeing interviennent tandis que se tiennent en parallèle au niveau gouvernemental des pourparlers commerciaux dans le cadre du *phase-1 deal* conclu en janvier 2020, les Etats-Unis attendant de la Chine qu'elle concrétise ses engagements commerciaux pour l'année en cours, en particulier en matière de nouveaux contrats aéronautiques pour Boeing (Voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 27 septembre au 1^{er} octobre](#)).

Aéronautique : selon Airbus, le marché chinois aura besoin de 8 220 nouveaux appareils d'ici 2040

A l'occasion du salon aérien de Dubaï, Airbus a communiqué ses [nouvelles prévisions](#) sur la demande de nouveaux appareils d'ici 2040, estimée à 39 020 avions sur le plan mondial : 29 700 appareils de petites capacités (familles A220 et A320) ; 5 300 dans la catégorie des avions à moyennes capacités (A321XLR et A330neo) ; 4 000 livraisons pour les gros porteurs (A350). Les effets de la pandémie de COVID-19 devraient donc être lissés dans le temps, puisque la [prévision pré-épidémique](#) d'Airbus datant d'il y a deux ans prévoyait 39 213 appareils d'ici à 2038 (-0,5% par rapport à cette prévision actualisée). En revanche, à la différence de ses projections précédentes, Airbus estime aujourd'hui que le marché devrait amorcer une transition de la croissance pure de la flotte vers les logiques de [remplacement](#) d'appareils plus anciens, à l'empreinte carbone plus élevée (selon ces prévisions, 15 250 nouveaux appareils correspondraient à des remplacements). Les principaux leviers de croissance dans les vingt prochaines années sont les marchés de l'Asie-Pacifique, la Chine, l'Europe et les Etats-Unis. S'agissant du [marché chinois](#), Airbus prévoit d'ici 20 ans un doublement de la flotte actuelle (environ 4000 appareils en service), avec 8 220 avions ; soit 6 890 appareils de petites capacités (84% du marché), 740 d'appareils de milieu de marché et 590 gros-porteurs. Pour la Chine, ces projections d'augmentation de flotte par Airbus d'ici 2040 sont plus conservatrices que celles données par Boeing en septembre dernier, l'avionneur américain prévoyant une demande agrégée de 8 700 appareils (Voir Brèves du SER de Pékin, [semaine du 20 au 24 septembre](#)).

Retour au sommaire ([ici](#))

Actualités régionales

Sichuan : Pernod-Ricard inaugure sa distillerie de whisky chinois, première du genre

Le groupe Pernod-Ricard a inauguré le 16 novembre sa distillerie de whisky située à Emeishan, à quelques kilomètres d'un site bouddhiste classé au patrimoine mondial de l'UNESCO. L'investissement, d'1 Md CNY sur dix ans, vise notamment à « inscrire la Chine sur la carte du monde des producteurs de whisky de grande qualité », selon le directeur général Asie du groupe, M. Philippe Guettat. Produisant un whisky *single malt*, la distillerie *The Chuan* a démarré son activité en août 2021 et procédera à ses premières mises sur le marché d'ici deux à trois ans.

Le site sera agrémenté d'installations touristiques. S'appuyant sur une énergie 100 % renouvelable grâce à l'hydroélectricité, traitant 100 % des eaux usées et compensant ses émissions de CO₂, la distillerie est présentée comme un modèle de neutralité environnementale. Elle servira le marché très dynamique du *malt whisky* en Chine, à la croissance de +30 % par an sur les cinq dernières années.

Source : [Global times](#), [Les Echos](#)

Chongqing : Changan présente son premier modèle électrique et intelligent sous la marque Avatr

La compagnie automobile de Chongqing a dévoilé le premier modèle de sa marque de véhicule électrique intelligent Avatr. Le SUV Avatr 11 devrait être distribué à partir du troisième trimestre 2022. Avec 40 % des parts, le groupe Changan est le premier actionnaire d'Avatr Technology. Ses deux principaux partenaires sont Huawei et le spécialiste des batteries CATL (24 %). Le modèle disposera du système embarqué intelligent Huawei Inside, comprenant un logiciel de conduite et des équipements de navigation. Il s'appuiera sur les dernières technologies d'électrification de CATL. Avatr a été au départ constituée par Changan en partenariat avec le constructeur spécialisé dans les énergies nouvelles Nio, très minoritaire (4,62 %), avant une levée de fond début novembre (2,4 Md CNY), à laquelle participait notamment CATL. Avatr Technology annonce vouloir mettre sur le marché quatre autres modèles dans les cinq prochaines années.

Huawei s'est par ailleurs rapproché de plusieurs autres constructeurs automobiles, dont Chongqing Sokon Industry group, autre entreprise de la municipalité autonome, partenariat dans lequel [Huawei serait titulaire du modèle conçu et non plus simplement fournisseur de solutions comme dans ses autres collaborations](#).

Source : [Caixin](#)

Shanghai : la zone spéciale de Lingang accélère sur l'industrie des véhicules à hydrogène et les piles à combustible

Le 12 novembre, la zone spéciale de Lingang a annoncé des mesures visant à accélérer le développement de l'industrie des véhicules à hydrogène et à pile à combustible (FCV). Lingang soutiendra la R&D, la fabrication de composants clés et le renforcement des chaînes d'approvisionnement à l'aide de plus de 20 types de subventions. Les entreprises de R&D, de fabrication et d'application de l'hydrogène et des véhicules à pile à combustible, ainsi que les établissements d'enseignement supérieur, les instituts de recherche et les sociétés candidates qui exercent leurs activités et paient des impôts dans la zone de Lingang pourront bénéficier de ces subventions. Les projets clés en matière de véhicules électriques à pile à combustible et d'équipements à hydrogène haut de gamme qui seront mis en œuvre à Lingang pourront recevoir jusqu'à 20 % de leur investissement en actifs fixes (à l'exclusion du terrain), soit une subvention maximale de 100 millions de RMB. Les projets d'éoliennes offshore à hydrogène et d'énergie solaire à hydrogène pourront recevoir jusqu'à 30% de leur investissement en capital fixe (à l'exclusion

du terrain), soit une subvention maximale de 10 millions de RMB. Ces mesures seront en vigueur jusqu'au 31 décembre 2025.

Jiangsu – Wuxi: 14^e plan quinquennal sur le développement urbain et rural de la ville

Le 18 novembre, le 14^e plan quinquennal sur le développement urbain et rural de la ville de Wuxi, dans la province du Jiangsu, a été approuvé par le gouvernement. Selon le plan, d'ici 2025, Wuxi mettra en place un système d'offre de logements répondant aux besoins des différentes classes sociales. Les objectifs listés mettent en avant le contrôle des prix de l'immobilier, l'augmentation de l'offre de logement, la mise en place de systèmes de subvention, la transformation des bidonvilles urbains, la rénovation des vieux quartiers et la modernisation de la ville.

Source : [\(The paper\)](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Environnement des affaires : les contraintes sanitaires imposées par Hong Kong de plus en plus difficiles à supporter pour les entreprises et les communautés expatriées et fort impact sur Cathay Pacific

La présidente de la chambre de commerce américaine Amcham a démissionné de son poste, invoquant l'impossibilité pour elle de poursuivre son travail de lobbying en tant que Présidente de la structure pour obtenir un assouplissement de la quarantaine à Hong Kong et d'accepter simultanément de faire trois semaines de quarantaine si elle rentre à Hong Kong des Etats-Unis où elle se trouve. Les Etats-Unis sont classés dans la catégorie à haut risque, comme le Royaume Uni, la France et les Pays Bas, ce qui entraîne une quarantaine obligatoire à l'arrivée à Hong Kong de 3 semaines en chambre d'hôtel (parmi une liste désignée) et l'interdiction d'accès des non-résidents. Tous les voyageurs de retour à Hong Kong ne sont plus autorisés à faire de quarantaine à domicile depuis novembre 2020 (sauf ceux venant de Chine et Macao) et contestent de plus en plus le dispositif de quarantaine à l'hôtel (discrimination économique au regard des coûts, exigüité des chambres, risque psychologique, fenêtres bloquées et aucune aération naturelle, nombre de chambres disponibles pour les quarantaines inférieur à la demande, problèmes d'hygiène etc.).

Jamie Dimon, le Président de JP Morgan, a estimé qu'il était plus difficile de conserver du personnel à Hong Kong du fait des règles Covid-19 en vigueur, à l'occasion de sa visite à Hong Kong lundi 15 novembre. Il a bénéficié d'une dérogation de quarantaine, justifiée par les autorités par le poids de JP Morgan à Hong Kong. Le président de Goldman Sachs, David Solomon, a relayé les mêmes préoccupations dans un article du WSJ le 17 novembre.

Cathay Pacific a indiqué envisager de relocaliser ses équipages cargo hors de Hong Kong suite à l'envoi par les autorités hongkongaises de 130 de ses pilotes cargo en quarantaine pour 21 jours. 44 personnes déjà en quarantaine au même étage de l'hôtel que les pilotes ont aussi été envoyées en centre de quarantaine ainsi que 120 enfants, l'épouse de l'un des pilotes étant enseignante. Cette décision est intervenue après que 3 pilotes ont été testés positifs à leur retour de Francfort.

Les équipages cargo basés à Hong Kong bénéficient jusque-là d'une exemption totale de quarantaine, qu'ils ont conservée après la suppression le 12 novembre de l'essentiel des dérogations, tout comme les chauffeurs routiers, les équipages de bateau et les Consuls généraux étrangers. Cathay Pacific est directement impactée par la fermeture de Hong Kong et a enregistré des pertes de près d'un milliard USD au 1^{er} semestre et a déjà licencié un quart de son personnel.

Fedex a annoncé le 17 septembre la fermeture de sa base de personnel navigant à Hong Kong. 180 pilotes avaient déjà été relocalisés aux Etats Unis afin d'éviter les contraintes sanitaires de Hong Kong.

Place financière : un projet de réglementation pourrait imposer à certaines sociétés chinoises désirant se coter à Hong Kong de se soumettre préalablement à un audit de cybersécurité

L'autorité chinoise en charge de la cybersécurité (CAC, « Cyberspace Administration of China ») a publié le 14 novembre un projet de réglementation visant à mettre en œuvre les dispositions relatives à la gestion de la sécurité des données issues de la loi de cyber sécurité (2017), de la loi sur la sécurité des données (2021) et de la loi sur la protection des données personnelles (2021). Parmi les différentes exigences réglementaires figurant au sein du texte de la CAC, l'article 13 pourrait imposer aux entreprises chinoises « affectant ou pouvant affecter la sécurité nationale » un audit de cybersécurité avant de pouvoir se coter à la bourse de Hong Kong. Un précédent texte au propos similaire avait déjà été soumis à consultation en juillet 2021 (sa version définitive n'est pas encore publiée à ce jour), prévoyant d'imposer des vérifications similaires aux entreprises désirant se coter « à l'étranger », lorsque celles-ci disposent de données personnelles sur plus d'un million d'utilisateurs. La question

de l'inclusion de Hong Kong au sein de cette réforme était alors restée plutôt floue, ce nouveau projet de réforme vise donc à appliquer à la région administrative spéciale un cadre propre en matière de cyber sécurité pour les entreprises chinoises cotées.

Le texte, soumis à consultation jusqu'au 13 décembre, ne définit pas précisément les critères permettant de qualifier une entreprise de nature à « influencer la sécurité nationale » mais des notes explicatives détaillent une liste d'informations collectées par les entreprises concernées et jugées « importantes » : parmi elles des données gouvernementales non publiées, des données scientifiques ou issues de recherches dans le domaine technologique ou encore des données économiques ou portant sur des secteurs clés tels que le secteur des télécoms, de la finance, de l'énergie etc.

Place financière : le gouvernement hongkongais émet pour la première fois une obligation verte libellée en euros

Le gouvernement hongkongais a réalisé le 18 novembre une émission obligataire verte en trois tranches dont deux libellées en euros (la première d'une maturité de 5 ans pour un nominal de 1,25 Mds EUR et la seconde d'une maturité de 20 ans pour un nominal de 500 M EUR), réalisant ainsi la première émission obligataire verte en cette devise. Cette émission s'inscrit dans un programme d'émissions vertes d'un montant total de 22,5 Mds USD sur 5 ans, destiné selon le Secrétaire aux finances Paul Chan à soutenir le rôle de Hong Kong en tant que « pôle international pour la finance verte ». Une précédente émission obligataire verte d'un montant total de 2,5 Mds USD avait déjà été opérée par le gouvernement hongkongais en début d'année.

CACIB, BNP Paribas et la Société Générale ont participé à cette émission obligataire aux côtés de 4 autres banques internationales (HSBC, J.P. Morgan, Citigroup et UBS). La tranche en USD (1 Md USD sur 10 ans) a été près de trois fois sursouscrite, les deux tranches en euros attirant 2,2 Mds EUR d'ordres (pour une taille d'émission cumulée d'1,75 Mds EUR). 73% de l'allocation en euros s'est dirigée vers des investisseurs européens et 27% vers des investisseurs asiatiques, contre 72% vers des investisseurs asiatiques et 28% vers des investisseurs européens pour la tranche en USD.

Emploi : le taux de chômage recule de nouveau en octobre, atteignant désormais 4,3%

Le taux de chômage à Hong Kong enregistre la 8^{ème} baisse consécutive, atteignant 4,3% pour la période août-octobre 2021 contre 4,5% en septembre. Pour rappel il avait atteint un point haut à 7,2% au cours de la période décembre 2020 – février 2021. L'emploi total progresse de 0,2% (glissement mensuel) au cours de la période, tandis que la population active voit ses effectifs se contracter de 0,1% en glissement mensuel. Le secteur de l'hôtellerie, restauration et commerce de détail enregistre une baisse de 30 points de base du taux de chômage à 6,9% ainsi que le secteur de l'industrie avec une baisse de 70 points de base à 6,1%.

Exportations françaises vers Hong Kong : hausse de 7% au cours des 9 premiers mois 2021

Au cours des 9 premiers mois de l'année, les exportations françaises vers Hong Kong progressent de 7% selon les données des Douanes françaises (elles s'étaient contractées de 11% au cours de l'année 2020 sous l'effet de la pandémie). L'aéronautique est le premier poste d'exportations françaises vers Hong Kong à fin septembre (704,9 M EUR) avec un rebond de 55% en g.a. La maroquinerie, en seconde position, voit en revanche ses exportations se contracter de 21% en g.a à 644,3 M EUR. Les exportations de vins, en troisième position, progressent de 31% à 373 M EUR.

Finance verte : la HKMA et le pôle innovation de la BIS concluent le projet Genesis, aboutissant au développement de deux prototypes de plateformes digitales permettant l'émission d'obligations vertes « tokenisées »

Le pôle innovation de la BIS à Hong Kong et la HKMA ont annoncé le 4 novembre avoir conclu un projet de développement de deux prototypes de plateformes digitales (le premier reposant sur une infrastructure DLT à permission, et le second sur une infrastructure « blockchain » publique) permettant l'émission d'obligations vertes à destination d'investisseurs particuliers. Les deux prototypes développés ont permis de réaliser les différentes opérations propres au cycle de vie obligataire : origination, souscription par les investisseurs, dénouement des opérations et marché secondaire, tout en offrant une transparence accrue. En effet, cette version « tokenisée » des obligations vertes permet aux investisseurs de suivre en temps réel les intérêts courus ainsi que l'impact de leur investissement en termes d'émissions de CO₂. Dans le cadre des travaux de recherche autour de ce projet nommé « Genesis », trois rapports détaillés ont par ailleurs été publiés, présentant l'avis d'experts sur le rôle de la finance dans la transition écologique, ainsi que les conclusions des recherches conduites des deux infrastructures choisies (DLT à permission et Blockchain).

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Discours de politique générale 2022 : le chef de l'exécutif de Macao a présenté le 16 novembre son discours de politique générale

Le Chef de l'Exécutif a souligné 5 axes principaux de développement économique pour 2022 : le contrôle de l'épidémie et la reprise économique, la diversification de l'économie, le développement de la zone de coopération de Henqin avec le gouvernement de Canton, la transformation de Macao en ville intelligente, et l'intégration de Macao dans le plan de développement de la Chine.

Malgré un budget en déficit, les résidents permanents recevront l'an prochain, pour la 15^{ème} année consécutive, une allocation de 1250 USD (et de 750 USD pour les résidents non permanents). Pour mémoire, le budget 2022 prévoit un déficit de 3,7 Mds USD pour l'année à venir, financé intégralement via les réserves fiscales qui s'élevaient à 616,1 Mds MOP soit 76,6 Mds USD fin 2020.

2,3 Mds USD ont été réservés à la construction d'infrastructures comme le 4^{ème} pont entre la péninsule de Macao et Taipa (le quartier au sud de Macao) et l'extension de l'aéroport international de Macao avec la transformation d'une partie du terminal maritime en terminal 2 de l'aéroport.

Afin d'atteindre les objectifs de réduction des émissions, la circulation de bus publics diesel Euro IV sera interdite et l'utilisation de véhicules électriques va être développée de façon prioritaire. En 2022, l'importation de pailles et bâtonnets en plastique sera également interdite. La construction d'installations d'eau recyclée et d'assainissement avec une nouvelle station d'épuration sur l'île artificielle du pont Hong Kong-Zhuhai-Macao (HZMB) ainsi qu'un centre de recyclage des ressources organiques commencera mi 2022.

Le gouvernement a réaffirmé sa volonté de développer le tourisme et les loisirs à Macao, les congrès et expositions ainsi que les secteurs culturels et sportifs mais aussi l'industrie de la santé avec la médecine traditionnelle chinoise, les services financiers, les industries de haute technologie. Le gouvernement souhaite attirer des entreprises de technologies innovantes dans la « zone de coopération Guangdong-Macao » à Hengqin, et mettra en place une plate-forme intégrée de services douaniers (guichet unique) avec le Guangdong afin de



faciliter la circulation des marchandises. Les principales infrastructures et les logements qui seront construits dans la zone seront achevés d'ici août 2023.

En ce qui concerne les licences de jeux, dont le renouvellement est attendu d'ici juin 2022, le chef de l'exécutif a indiqué qu'elles pourraient être prolongées dans un premier temps, comme la loi actuelle le permet, si la nouvelle loi sur les jeux qui fixera les règles du nouvel appel d'offres n'est pas prête à temps.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Coopération industrielle bilatérale : le 28^{ème} ICCM entre la DGE et l'IDB a tenu toutes ses promesses

Le 28^{ème} comité franco-taïwanais de coopération industrielle (ICCM) qui s'est tenu le 17 novembre en visioconférence entre la Direction Générale des Entreprises (DGE) et le Bureau du Développement Industriel (IDB) a permis de faire un bilan des trois ateliers de coopération industrielle qui se sont tenus au premier semestre 2021 (semi-conducteurs, décarbonation et 5G) entre entreprises françaises et taïwanaises et de fixer de nouvelles priorités pour 2022. Dans son propos introductif, Thomas Courbe, Directeur Général des Entreprises, a dressé un bilan des mesures de soutien aux entreprises françaises mises en œuvre par le gouvernement depuis mars 2020. Elles avaient conduit à des résultats positifs en 2021 : croissance économique de 3% au T3, taux de chômage en baisse et un niveau de PIB comparable à celui de fin 2019. Le premier semestre avait également été marqué par un rattrapage de nos exportations. Le Plan de Relance et France 2030 soutenaient le développement de secteurs stratégiques qui reposait notamment sur les transitions énergétique et numérique et sur la relocalisation sur le sol français d'industrie clefs comme celles des semi-conducteurs. Le DGE a sensibilisé son interlocuteur sur les besoins en composants électroniques de l'industrie française et appelé au renforcement des investissements taïwanais en France. Richard Leu, Directeur Général de l'IDB a présenté les six priorités stratégiques annoncées par la Présidente Tsai lors de sa réélection en janvier 2020. Elles s'inscrivaient dans la continuité du programme d'innovation industrielle, dit « 5+2 », lancé en 2016. Le retour des investissements taiwanais de l'étranger représentait un montant de 300 Mds TWD (environ 11 Mds USD) et contribuait à la résilience de l'économie en 2021 (8,34% au S1). Dans le cadre d'une stratégie de diversification du risque, les investissements taïwanais se réorientaient vers l'ASEAN. En matière de relocalisations industrielles, d'innovation et d'enjeux climatiques, les stratégies de la France et de Taïwan offraient de nombreux points communs qui constituaient autant d'opportunités de partenariats entre nos entreprises. L'année 2022 devait permettre de les matérialiser.

Relation Taïwan USA : les entreprises taïwanaises renforcent leur présence dans l'industrie du VE aux USA

[Pegatron, une des principaux sous-traitants d'Apple, a annoncé un projet d'investissement de 164 M USD aux États-Unis](#), afin d'être en mesure de mieux répondre à la demande de ses trois principaux clients américains dont Tesla. Le CEO de Pegatron, LIAO Syh-Jang, a indiqué que les perspectives de croissance du marché du véhicule électrique en Amérique du Nord justifiaient qu'une seconde phase de ce projet soit d'ores et déjà à l'étude. Par ailleurs, [Foxconn a confirmé le 11 novembre l'acquisition d'une usine d'assemblage de Lordstown Motors Corp. \(LMC\) en Ohio pour un montant de 230 M USD](#). Foxconn procédera au rachat d'actions LMC pour 50 M USD. Enfin, un autre fabricant taïwanais de composants électroniques, [Compal Electronics, a racheté pour 8 M USD, Cal-Comp Indiana](#) afin de renforcer sa présence sur le marché US des composants électroniques automobiles.

IDE : baisse des investissements étrangers à Taïwan au cours des trois premiers trimestres 2021

Selon [les dernières statistiques de la commission des investissements du ministère de l'Economie](#), les investissements étrangers ont diminué au cours des neuf premiers mois 2021, de -23,57% en nombre de projets, et de -30,47% en valeur, en glissement annuel. Les 1 968 projets approuvés représentent un montant de 4,4 Mds USD. Par ailleurs, 26 projets d'investissement en provenance de Chine continentale ont été validés pour un

montant d'un peu plus de 34 M USD, soit une baisse en nombre de projets et en montant, respectivement, de 66,67% et de 72,06% par rapport à la même période de l'année 2020. S'agissant des IDE sortants sur les neuf mois 2021, le montant total des 306 projets recensés (hors Chine), progresse de 33% à près de 9 Mds USD. A noter que les investissements à destination des pays d'ASEAN, essentiellement à Singapour, au Vietnam et en Thaïlande, augmentent de 178% pour atteindre 5,4 Mds USD. En ce qui concerne les investissements taiwanais en Chine, le montant des projets d'investissement approuvés (321 demandes, soit -8,8% par rapport aux neuf mois 2020) diminuent de 32% à 2,8 Mds USD.

Semi-conducteurs : TSMC et Sony annoncent le lancement imminent de la construction d'une usine de puces au Japon

TSMC et Sony Semiconductor Solutions Corp., filiale du groupe Sony, ont annoncé le 9 novembre dernier la création d'une nouvelle entité conjointe Japan Advanced Semiconductor Manufacturing Inc. (JASM). [TSMC sera majoritaire de la co-entreprise avec un apport de 2,12 Mds USD](#) contre 500 M USD du côté de SONY. [La construction](#) de la première usine de JASM devrait débuter en 2022 pour un démarrage de la production de puces 22 et 28 nanomètres prévue en 2024. 1500 emplois devraient être créés. TSMC bénéficie dans le cadre de ce projet d'une subvention du gouvernement nippon de l'ordre de [400 Mds Yen](#). Alors que [TSMC table sur une croissance mondiale](#) du marché des semi-conducteurs de 10 % entre 2021 et 2025, contre 7 % au cours des cinq dernières années, le Vice-président Y.P. Chin a précisé que [la production du groupe entre 2021 et 2023 allait doubler](#) par rapport aux trois années précédentes.

Transport maritime : les compagnies taiwanaises affichent des résultats record

Les deux premiers transporteurs maritimes taiwanais, [Evergreen](#) et [Yang Ming](#), ont annoncé des résultats record au T3 2021. Yang Ming a réalisé un bénéfice net de 50,8 Mds TWD (1,5 Mds euros) et un chiffre d'affaires d'un peu plus de 95 Mds TWD, en hausse de 145% par rapport à 2020. Sur les trois premiers trimestres de l'année, Yang Ming enregistre, par ailleurs, un bénéfice net cumulé de 109,8 Mds TWD (3,4 Mds euros) et un bénéfice par action de 32,73 TWD (supérieur à celui ses deux concurrents taiwanais, Evergreen (30,27) et Wan Hai (28,37)). Les routes vers l'Europe ont été particulièrement rentables cette année, notamment en raison de la congestion des ports américains. Yang Ming prévoit de réduire son ratio d'endettement de 58 % fin juin à moins de 50 % d'ici la fin de l'année. Le chairman du groupe, CHENG Chen-mount, ancien Vice-Ministre du National Development Council (NDC), et ancien Vice-Président de la Financial Supervisory Commission (FSC), a indiqué qu'il restait optimiste quant aux perspectives de l'activité maritime sur les deux prochaines années. Il a annoncé la livraison de nouveaux navires sur les trois prochaines années. Evergreen, le premier transporteur maritime taiwanais, a enregistré également de très bons résultats au T3 2021 avec un bénéfice net de 80,13 Mds TWD (près de 2,5 Mds euros, +880%) et un chiffre d'affaires d'un peu plus de 143 Mds TWD, en hausse de 160 %. Sur les trois premiers trimestres 2021, ses bénéfices nets atteignent 158 Mds TWD (près de 5 Mds euros), soit une hausse de près de 15% en glissement annuel. [Evergreen est classé 7^{ème} transporteur mondial et Yangming 9^{ème}.](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

Mongolie

La croissance économique se contracte au troisième trimestre.

La croissance économique mongole continue de ralentir au troisième trimestre 2021. Alors qu'elle affichait un taux de croissance de 14,9% au Q1 et 6,3% au Q2, elle se situe à présent à 3,6%. Après un taux de croissance négatif en 2020 en raison de la pandémie du Covid-19, la Banque centrale estime la croissance pour 2021 à 5,1%. La balance des paiements a atteint un déficit de 526 million USD au troisième trimestre, en raison notamment de l'augmentation brutale du déficit du compte courant à 955 million USD ces derniers mois. La Banque centrale anticipe cependant une réduction du déficit de la balance des paiements au quatrième trimestre, pour atteindre 370 million USD.

Selon l'Administration générale des douanes mongoles, les exportations sur les dix premiers mois de l'année 2021 ont augmentées de 25% par rapport à 2020, pour atteindre 7,5 milliards USD. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des prix du charbon, du fer et du cuivre, qui représentent 83,9% des exportations mongoles.

Le budget de l'Etat pour 2022 approuvé au parlement, avec un déficit de 600 millions d'euros.

Le parlement mongol a ratifié la proposition de loi du gouvernement sur le budget 2022. Celui-ci prévoit des recettes fiscales de 5 milliards d'euros contre des dépenses atteignant 5,6 milliards d'euros pour 2022, soit un déficit de 600 millions d'euros. 1,2 milliards d'euros devraient être attribués au développement du secteur énergétique, des projets stratégiques et au secteur des transports. Le parlement a également soutenu la création en 2022 de deux nouveaux Ministères, l'un en charge du Développement économique, l'autre du Développement digital.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet

Rédacteurs :

Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par :

Axel Demenet

Pour s'abonner :

camille.paillard@dgtresor.gouv.fr